

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
RELEVÉ DE CONCLUSIONS

MARDI 29 MAI 2012 A **20H00**
Salle d'animation rurale – Bellegarde Poussieu

- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Jean SAUNIER
 - 1- Redevance Incitative : nouvelle grille tarifaire
- ♦ **EQUIPEMENTS SPORTIFS** – Rapporteur : Patrick DURAND
 - 2 – Piscine : information sur un projet de club sportif
- ♦ **ENSEIGNEMENT MUSICAL** – Rapporteur : Evelyne AVIAS
 - 3 – Tarifs 2012 - 2013
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
 - 4 – Station expérimentale Fruits Rouges de Jarcieu
 - convention avec la SAFER et la Chambre d'Agriculture
 - promesse de vente
 - 5 – SCOT : information sur la permanence du Commissaire Enquêteur
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

I – ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Jean SAUNIER

• Redevance Incitative – grille tarifaire

La Communauté de Communes a mis en place la redevance incitative pour la collecte et le traitement des déchets depuis le 1^{er} janvier 2011 avec une grille tarifaire.

Compte tenu de l'excédent de l'exercice 2011, il a été décidé, lors de l'élaboration du budget 2012, de diminuer la part fixe de 30 % pour ramener à l'équilibre le budget. Les autres éléments de la grille ne varient pas.

D'autre part, le comité de suivi propose également de créer une tarification spéciale pour les habitants des immeubles collectifs qui ne peuvent pas bénéficier de bacs individuels.

Type	Part fixe totale / type de bac Annuelle	Part variable OM A l'unité	Part variable déchetterie Pro par accès
OM 40 L	57,86 €	1,21 €	
OM 80 L	69,13 €	2,41 €	
OM 120 L	80,42 €	3,62 €	
OM 140 L	86,05 €	4,22 €	
OM 180 L	97,34 €	5,42 €	
OM 240 L	114,26 €	7,23 €	
OM 360 L	148,1 €	10,85 €	
OM 660 L	232,71 €	19,89 €	
Sacs estampillés CCTB 80 L		4,00 €	
Déchetterie pour les professionnels et pour les particuliers à partir du 13 ^{ème} passage			7,69 €

Habitat collectif disposant de bacs collectifs

Type	Part fixe totale / type de bac Annuelle	Part variable OM A l'unité
180 L	70,43 €	5,42
240 L	82,66 €	7,23
360 L	90,71 €	10,85
660 L	110,86 €	19,89

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : POUR 32 ; CONTRES 4 ; ABSTENTIONS 2

II – EQUIPEMENTS SPORTIFS

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

• Piscine

Le club de natation d'Eyzin Pinet, représenté par M. VALENCIER, Président, propose de développer son activité sur la Commune de Beaurepaire, soit en créant un club Beaurepairois, soit en s'associant au club d'Eyzin Pinet. Pour cela, la piscine et le matériel lui seraient mis à disposition, et la Communauté de Communes de Beaurepaire pourrait l'aider dans la communication pour lancer ce projet.

Par la même occasion, il sollicite le prêt de la piscine pour le samedi 28 juillet 2012 pour organiser un concours départemental de natation.

A SUIVRE

III – ENSEIGNEMENT MUSICAL

RAPPORTEUR : Evelyne AVIAS

• Tarifs 2012 – 2013

Par délibération du 20 juin 2011, le Conseil Communautaire a validé les nouveaux tarifs de l'école de musique pour la saison 2011-2012.

Il est proposé une nouvelle grille tarifaire pour la saison 2012 -2013.

		Enfants / Ado		Ados / Adultes	
		Canton	Hors canton	Canton	Hors canton
1	Eveil musical et bassin découverte	81 €	141 €	-	-
2	Formation musicale et PC	81 €	171 €	117 €	222 €
3	Cursus complet	225 €	537 €	315 €	612 €
4	Cursus mus. Actuelle	192 €	372 €	192 €	372 €
5	Instrument ind.	-	-	345 €	672 €
6	Inst. Harmonie	183 €	363 €	213 €	528 €
7	2 ^{ème} instrument	192 €	372 €	258 €	474 €
8	FM Val Canto	-	-	72 €	72 €

2 enfants : 10 % de réduction sur le montant total découverte
3 enfants : 20 % de réduction sur le montant total
Droit d'inscription : 30 € / élève
Enfants / Ado : de 5 ans à 18 ans
Adultes : à partir de 18 ans

Durée des cours : éveil : 1h + 20 à 30 min de bassin

FM : 1h30
CC : de 1h30 à 2h
FM Val Canto : 1h/semaine
FM adulte : 1h/semaine

Pour la tranche 6, un rendez-vous avec le directeur est nécessaire afin de valider le tarif.
Location instrument : **159 €/an** + contrat de location et chèque de caution de 360 € (location en priorité aux élèves débutants).

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV – ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

STATION EXPERIMENTALE LES FRUITS ROUGES DE JARCIEU

• Convention avec la SAFER et la Chambre d'Agriculture

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est propriétaire d'une parcelle de terrain en nature de terre d'une surface de 2ha située à Jarcieu lieudit « La Vie du Cerisier ». Depuis Février 2005, cette surface est louée avec un bail emphytéotique à la Chambre d'Agriculture de l'Isère pour créer une station expérimentale de fruits rouges. Le présent bail emphytéotique était consenti et accepté pour une durée de Trente ans à compter rétroactivement du 1^{er} Juin 2001.

Suite au transfert de l'activité de la station expérimentale sur la station de St Laurent d'Agnay dans le Rhône, la Chambre d'Agriculture demande la résiliation du bail correspondant. La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a décidé de mettre en vente le terrain, avec la volonté de favoriser prioritairement l'installation d'un jeune agriculteur ou de conforter une exploitation nécessitante.

Elle souhaite pouvoir être partie prenante au choix du porteur de projet qui achètera le site, et valider les différentes étapes de la négociation.

Partageant les mêmes objectifs de maintien du caractère agricole de cette propriété et de développement de l'agriculture du secteur, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, la SAFER RHONE ALPES et la Chambre d'Agriculture se sont rapprochées pour signer une convention de partenariat qui précise le rôle de chacun dans la cession du site, les objectifs partagés quant à son devenir, les modalités de recherche de repreneur et la procédure d'attribution.

Cette convention n'entraîne aucune dépense pour la CCTB.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• Promesse de vente

Dans le cadre de la convention exposée ci-dessus, il est nécessaire de signer une promesse de vente auprès de la SAFER pour la parcelle concernée.

Le montant global de la promesse de vente s'élève à 32 500 €HT

Soit 21 000 € HT pour l'immobilier, c'est à dire le foncier initialement payé par la CCTB 12 197.15 € plus 737.60 € de frais de notaire plus les investissements réalisés par la Chambre d'agriculture (forage, irrigation, algéco)

Et 11 500 € HT pour le matériel installé par la chambre d'agriculture
Si la vente du matériel revient à la Chambre d'Agriculture, il y aura vraisemblablement une négociation avec la Chambre d'Agriculture pour l'indemnisation éventuelle des investissements réalisés par ses soins et liés à l'immobilier.
Dans un premier temps, cette promesse de vente, dans sa globalité, permet à la SAFER de fixer un prix pour chercher un repreneur.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **SCOT**

Le Président informe qu'il a reçu dernièrement un courrier de la Chambre de Commerce et d'Industrie relatif à sa politique de développement, cette politique étant la même que la Communauté de Communes, il va s'en inspirer pour adresser un courrier au Commissaire Enquêteur, notamment sur le projet d'extension de la zone d'activité de Revel Tourdan.
Une copie de ce courrier sera diffusée aux Communes. Celles qui souhaitent s'en inspirer à leur tour devront le faire et le déposer avant le 02 Juillet.

INFORMATION

V – QUESTIONS ORALES

COMMUNICATIONS DIVERSES

- **APAJH / MGI COUTIER**

Le Président rappelle le projet en cours :

La Société MGI COUTIER déménage dans les locaux de l'ancienne chocolaterie, et vend son bâtiment.

Aujourd'hui, l'APAJH travaille dans des conditions très moyennes dans leurs locaux et souhaiterait recentrer ses 3 secteurs d'activités dans les bâtiments de MGI COUTIER. La Directrice de l'APAJH a émis un avis favorable de principe au projet.

Un rendez-vous sera pris très prochainement avec Mme MARTIN, Directrice de l'APAJH et les responsables de l'association pour connaître leur situation financière pour savoir si :
L'APAJH achète elle-même les bâtiments ou si la Communauté de Communes procède à cet achat et prévoit une location-vente.

- **GENDARMERIE**

Le Colonel LETTERMANN, Commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale de l'Isère a récemment adressé un courrier pour relancer le projet d'extension de la Brigade, à savoir 2 unités de logements et 1 espace bureaux.

Le Président précise que le Conseil Général subventionnera seulement la partie bureaux, car il ne subventionne plus les logements qui bénéficient d'un loyer.

A SUIVRE